



END CHILD PROSTITUTION
CHILD PORNOGRAPHY AND TRAFFICKING
OF CHILDREN FOR SEXUAL PURPOSES



ETUDE DES ACTIONS DE LUTTE CONTRE LE TOURISME SEXUEL IMPLIQUANT DES ENFANTS



RÉALISÉE PAR GROUPE DÉVELOPPEMENT

**POUR
ECPAT INTERNATIONAL**

Document réalisé par

Sendrine Fabié, Chercheur, Groupe Développement
Hervé Barioulet, Directeur de Programmes, Groupe Développement

Comité de pilotage

Chris Beddoe, Formatrice en Tourisme, ECPAT Australie
Muireann O'Briain, Directrice Exécutif, ECPAT International
Michel Falisse, Directeur Général, GCE
Stéphanie Gonçalves, Directrice des Programmes, Groupe Développement
Théo Noten, Directeur de campagne, ECPAT Pays-Bas/Retour Foundation
Prof. François Vellas, Economie International et Tourisme, Université de Toulouse



« Ce document a été réalisé avec l'assistance financière de la Communauté européenne. Les points de vue qui y sont exposés reflètent l'opinion du Groupe Développement et d'ECPAT International, et de ce fait ne représentent en aucun cas le point de vue officiel de la Commission européenne »

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	4
<i>Répartition géographique des données collectées par continent</i>	7
BILAN DES ACTIONS DE LUTTE CONTRE LE TOURISME SEXUEL IMPLIQUANT DES ENFANTS	9
1. ACTIONS MENEES PAR L'INDUSTRIE DU TOURISME AU NIVEAU NATIONAL, REGIONAL ET INTERNATIONAL.....	10
1.1. <i>Engagements pris par les principaux partenaires de l'industrie du tourisme pour lutter contre le TSIE</i>	10
1.2. <i>Des engagements aux réalisations concrètes</i>	13
2. LES PROGRAMMES NATIONAUX, REGIONAUX ET INTERNATIONAUX D'ECPAT.....	18
2.1. <i>Les programmes des groupes ECPAT</i>	18
2.2. <i>ECPAT International</i>	27
3. PROGRAMMES CONDUITS PAR D'AUTRES ORGANISATIONS	28
3.1. <i>Les Organisations Non Gouvernementales</i>	28
3.2. <i>Interventions des acteurs publics</i>	29
3.3. <i>Organisations Internationales</i>	31
3.4. <i>Actions de recherche</i>	33
4. PRESENTATION D'ACTIONS MODELES DITES 'GOOD PRACTICES' CONTRE LE TSIE	34
4.1. <i>Identification de 'Good Practices' parmi les différentes initiatives en lien avec le tourisme</i>	34
4.2. <i>Identification de projets communs</i>	35
5. LES LOIS EN VIGUEUR CONTRE L'EXPLOITATION SEXUELLE DES ENFANTS EN LIEN AVEC LE TOURISME.....	36
5.1. <i>Initiatives nationales contre le TSIE</i>	36
5.2. <i>Carte des pays ayant des lois extra-territoriales</i>	39
CONCLUSION	40
DEFINITIONS.....	42

LISTE DES TABLEAUX ET GRAPHIQUES

REPARTITION GEOGRAPHIQUE DES DONNEES PAR CONTINENT	7
TABLEAU 1. ACTIONS DE PREVENTION CONTRE LE TSIE MISES EN OEUVRE PAR L'INDUSTRIE DU TOURISME DANS LES PAYS EMETTEURS.....	13
TABLEAU 2. ACTIONS DE PREVENTION CONTRE LE TSIE MISES EN OEUVRE PAR L'INDUSTRIE DU TOURISME DANS LES PAYS RECEPTEURS	14
TABLEAU 3. ACTIONS DE FORMATION MISES EN OEUVRE PAR L'INDUSTRIE DU TOURISME - PAYS EMETTEURS	16
TABLEAU 4. ACTIONS DE PREVENTION MISES EN OEUVRE PAR LES GROUPES ECPAT - PAYS EMETTEURS	18
TABLEAU 5. ACTIONS DE PREVENTION MISES EN OEUVRE PAR LES GROUPES ECPAT - PAYS RECEPTEURS	21
TABLEAU 6. ACTIONS DE FORMATION MISES EN OEUVRE PAR LES GROUPES ECPAT – PAYS EMETTEURS	24
TABLEAU 7. ACTIONS DE FORMATION MISES EN OEUVRE PAR LES GROUPES ECPAT – PAYS RECEPTEURS	25
TABLEAU 8. PROGRAMMES DE RECHERCHE MIS EN OEUVRE PAR LES GROUPES ECPAT	26
TABLEAU 9. ACTIONS MENEES PAR LES ONG	28
TABLEAU 10. ACTIONS MISES EN OEUVRE PAR LE SECTEUR PUBLIC.....	29
TABLEAU 11. ACTIONS DE L'UNION EUROPEENNE	31
TABLEAU 12. ENGAGEMENTS ET ACTIONS CONDUITES PAR L'ORGANISATION MONDIALE DU TOURISME	31
TABLEAU 13. ACTIONS DE RECHERCHE CONTRE L'EXPLOITATION SEXUELLE ET COMMERCIALE DES ENFANTS	33
TABLEAU 14. LOIS NATIONALES EN VIGUEUR.....	36

Liste des Abréviations

ASTA	American Society of Travel Agents
BICE	Bureau International Catholique de l'Enfance
BIT	Bureau International du Travail
CATW	Coalition Against Trafficking in Women
COTAL	Confederación de Organizaciones Turísticas de la América Latina
CWIN	Child Workers in Nepal
DCI	Defence for Children International
ECPAT	End Child Prostitution, Child Pornography and Trafficking in Children for Sexual Purposes
ECTAA	European Confederation of Travel Agent Association
EI	ECPAT International
ESEC	Exploitation Sexuelle des Enfants à des fins Commerciales
FIASEET	Federación Internacional de Ejecutivas de Empresas Turísticas
FISAVET	Fédération Inter-Etats des Syndicats des Agences de Voyages et de Tourisme de l'Afrique de l'Ouest et du Centre
FIYTO	Federation of International Youth Travel Organizations
FUAAV	Fédération Universelle des Associations d'Agences de Voyage
GD	Groupe Développement
IATA	International Air Transport Association
IFTO	International Federation of Tour Operators
IFWTO	International Federation of Women's Travel Organizations
IH&RA	International Hotel & Restaurant Association
IIN	Instituto Interamericano del Niño
ISPCAN	International Society for Prevention of Child Abuse and Neglect
IUF	International Union of Food, Agriculture, Hotel, Restaurant, Catering, Tobacco and Allied Workers' Associations
MAIS	Movimiento par el Auto-desarrollo Internacional de la Solidaridad
OIG	Organisation Inter-Gouvernementale
OMT	Organisation Mondiale du Tourisme
ONG	Organisation Non-Gouvernementale
PANI	Patronato Nacional de la Infancia
PATA	Pacific Asia Travel Association
PEACE	Protecting Environment And Children Everywhere
TSIE	Tourisme Sexuel Impliquant des Enfants
UNESCO	United Nations Educational, Scientific and Cultural Organisation
UNICEF	United Nations Children's Fund

INTRODUCTION

ECPAT s'est constitué à l'origine en campagne de lutte contre la prostitution des enfants liée au tourisme en Asie (ECPAT était un acronyme pour End Child Prostitution in Asian Tourism). Depuis, ECPAT n'a cessé de lutter contre le tourisme sexuel impliquant des enfants (TSIE) avec le soutien de l'industrie du tourisme. Dans la perspective d'intensifier son action, la nécessité de mettre au point un programme d'actions de long terme s'est fait sentir. ECPAT International a alors commandité une vaste étude sur le problème dans son ensemble : les touristes et les enfants impliqués, les différentes actions mises en œuvre, les législations en vigueur pour assurer la protection des enfants. L'association Groupe Développement (GD) chargée de réaliser cette étude, a également formulé des recommandations à ECPAT International pour lui permettre d'élaborer un plan d'actions.

Ce rapport présente une synthèse des résultats obtenus au cours de la recherche. Seules les actions recensées et les lois s'appliquant en matière de TSIE figurent dans ce document. Les recommandations et le programme d'actions adressés à ECPAT International font l'objet d'un rapport séparé remis au Secrétariat du réseau et aux membres du Comité Exécutif.

Cette étude permet d'obtenir un panorama des différentes actions conduites dans plus de cinquante pays à travers le monde. Les résultats obtenus n'ont pas la rigueur scientifique d'une recherche, l'essence même du problème ne l'autorisant pas, mais permettent de visualiser ce qui a été entrepris dernièrement pour lutter contre le TSIE. La méthodologie adoptée fut celle d'une enquête par questionnaire, complétée par la documentation disponible. Ce document fait un bilan des réalisations afin que de nouveaux engagements puissent être pris lors du Second Congrès Mondial contre l'exploitation sexuelle et commerciale des enfants en décembre 2001 à Yokohama, au Japon.

Méthodologie

L'étude a été réalisée d'août à décembre 2001 suivant la méthodologie présentée ci-dessous :

- Conception d'un questionnaire en anglais, espagnol, français et portugais, sous la direction d'un Comité d'experts
- Envoi du questionnaire à tous les groupes ECPAT, membres nationaux et affiliés, ainsi qu'à divers autres partenaires puis suivi et traitement des données collectées (plus d'informations sont disponibles pour les groupes ECPAT sur demande auprès du Secrétariat d'ECPAT)
- Enrichissement des informations recueillies grâce à diverses publications (bibliographie, articles de presse, sites Internet) et à une documentation détaillée disponible dans la base de données d'ECPAT International.

Le questionnaire s'est inspiré de celui élaboré par Groupe Développement et Retour Foundation (ECPAT Pays-Bas) en mars 1999 pour réaliser le « Rapport de Recherche sur les Actions Européennes de Communication pour Voyageurs et Formateurs Afin de Combattre le Tourisme Sexuel Impliquant les Enfants, 1993-1998».

En ce qui concerne les groupes ECPAT en Europe, nous avons procédé à une mise à jour des actions recensées dans l'enquête de mars 1999 à partir des rapports semi-annuels transmis lors des réunions ECPAT Europe. Cette méthode a été adoptée parce que d'une part nous disposions déjà d'éléments détaillés et d'autre part les informations concernant les touristes et les enfants impliqués n'étaient pas appropriées pour des pays émetteurs de touristes. Les groupes ECPAT Europe ont

donc reçu un questionnaire dans lequel ne figurait que la partie concernant la législation en vigueur et ont dû valider l'ensemble des informations.

Par rapport aux termes de référence, cette étude a été élargie pour prendre en compte les éléments suivants :

- Le champ de l'étude a été élargi de manière à couvrir les pays dans lesquels ECPAT n'a pas de représentation mais où la pauvreté, une exploitation sexuelle des enfants répandue à l'échelle locale et le développement du tourisme laissent supposer l'existence d'un problème de tourisme sexuel impliquant des enfants. A partir de trois critères : un indicateur de développement faible (indicateurs de développement des Nations Unies), l'existence d'un problème d'ESEC (Rapport Annuel d'ECPAT sur la mise en œuvre de l'Agenda pour l'Action) et des flux d'entrées de touristes importants (Statistiques de l'OMT). Une liste de 93 pays a été définie avec le Comité d'Experts. Cette liste n'est évidemment pas exhaustive et nous avons omis certains pays où une exploitation sexuelle liée au tourisme existe probablement, mais nous nous sommes limités aux pays dans lesquels ECPAT International ou d'autres groupes ECPAT avaient déjà des contacts ou disposaient d'informations.
- D'autres partenaires ont été contactés lorsque les groupes ECPAT ne pouvaient transmettre les informations recherchées ou lorsqu'une autre organisation avait déjà réalisé une étude sur le sujet.
- Au total 284 entités ont été contactées
- Pour les organisations qui ne disposaient pas des ressources nécessaires pour compléter les informations, un questionnaire plus court ne comportant que trois questions ouvertes leur a été transmis afin qu'elles puissent quand même s'exprimer.
- Cette enquête inclut donc différentes entités en lien avec la lutte contre le TSIE telles que des ONGs (Human Rights Watch, ISPCAN, World Vision et autres), des OIG (BIT, UNICEF), des représentants de l'industrie du tourisme (OMT, associations professionnelles, industries du secteur privé et offices nationales du tourisme).

Nous avons également recueilli des informations complémentaires par téléphone et lors de visites sur le terrain. Malgré le nombre conséquent d'organismes contactés, ce rapport ne présente qu'une partie des données collectées. D'autre part, les informations présentées ne sont pas exhaustives et sont sujettes à l'interprétation des groupes qui nous les ont transmises. Toute information reçue après la date limite du 1^{er} décembre 2000 n'a pu être incluse dans ce document mais a été transmise à ECPAT International pour figurer dans la base de données. Enfin, certaines actions de lutte contre le tourisme sexuel impliquant des enfants ont pu échapper à notre recensement faute d'information suffisante et nous encourageons vivement tout organisme qui mène une quelconque action contre le tourisme sexuel impliquant des enfants à nous le signaler.

Plan du rapport

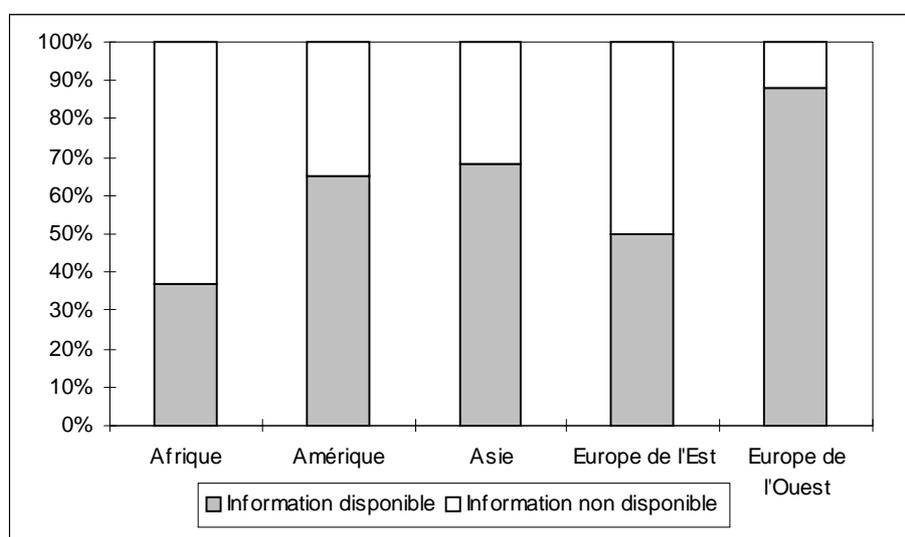
Après un bref historique de la répartition géographique des informations collectées, sont recensées les actions de prévention, les actions de formation puis les recherches effectuées sur le sujet. Le tout est classé en fonction de l'organisation responsable de la mise en œuvre du programme : industrie du tourisme, groupes ECPAT (nationaux ou affiliés) et autres organismes.

La seconde partie du rapport donne à voir d'une part des actions dites "Actions Modèles" mises en avant un peu comme des modèles reproductibles, d'autre part une présentation de différentes législations permettant d'assurer la protection des enfants contre l'exploitation sexuelle par des adultes et en particulier des touristes. Pour une visualisation plus précise une carte met en valeur les pays ayant adopté des lois extra-territoriales, spécifiques ou non au tourisme sexuel impliquant des enfants.

Répartition géographique des données collectées par continent

Le graphique ci-dessous présente la répartition des informations collectées par continent. Nous disposons de données pour 56 des 93 pays contactés lors de l'investigation soit 60,2%.

- Le taux de réponse est de 16,6 % (47 questionnaires reçus sur 284 envoyés)
- Dans 48 % des cas, nous avons complété les informations reçues avec d'autres documents.



REPARTITION GEOGRAPHIQUE DES DONNEES PAR CONTINENT

Base : 93 pays

Afrique

- Les informations (questionnaires et/ou sources complémentaires) couvrent 7 des 19 pays contactés
- Nous n'avons identifié que peu d'information concernant l'exploitation sexuelle des enfants en lien avec le tourisme
- Nous ne disposons d'aucune information pour l'Algérie, le Burkina Faso, le Cameroun, la Côte d'Ivoire, les Iles du Cap Vert, l'Egypte, la Gambie, le Mali, la Mauritanie, le Maroc, le Sénégal, la Tunisie et le Zimbabwe.

Amériques

- 13 des 20 pays contactés ont renvoyé le questionnaire ou ont transmis des informations

- 52.9 % des questionnaires ont été complétés par des organismes n'appartenant pas au réseau ECPAT. Les membres du réseau ne sont pas les seuls à travailler sur cette problématique en Amérique
- L'étude a permis d'identifier plusieurs organisations souhaitant participer à la lutte contre le TSIE
- Nous ne disposons pas d'information pour Belize, le Chili, l'Equateur, le Paraguay, le Salvador, l'Uruguay ou le Venezuela.

Asie / Pacifique

- Les données couvrent 17 des 26 pays contactés
- Pour cette zone géographique, l'information est relativement plus répandue
- Nous n'avons pas de données concernant la Chine, la Corée du Sud, l'Iran, Israël, la Malaisie, la Birmanie, Singapour, Vanuatu et le Vietnam

Europe de l'Est

- En ce qui concerne le TSIE en Europe de l'Est, nous n'avons collecté des données que pour 4 des 11 pays faisant parti de notre champ d'investigation
- L'existence du TSIE n'est pas toujours connue ou reconnue (2 Ministères du Tourisme ont répondu que le problème ne se pose pas chez eux)
- Aucune information n'a pu être recueillie pour la Croatie, l'Estonie, la Hongrie, la Pologne, la République Serbe, la Turquie et l'Ukraine.

Europe de l'Ouest

- Nous avons pu collecter des données assez vastes pour 15 des 17 pays contactés
- Cependant, nous ne sommes pas parvenus à obtenir des informations sur la Grèce ni le Portugal, seuls pays de la zone où ECPAT n'est pas représenté

**BILAN DES ACTIONS DE
LUTTE CONTRE LE
TOURISME SEXUEL
IMPLIQUANT DES ENFANTS**

Cette partie présente les actions de lutte contre le tourisme sexuel impliquant des enfants que nous avons identifiées lors de l'enquête. Ces actions sont classées en fonction de l'entité qui met en œuvre le programme : membre de l'industrie du tourisme, membre du réseau ECPAT ou tiers. Pour plus de clarté et afin de se conformer aux usages d'ECPAT International, nous avons également effectué une distinction entre les pays émetteurs de touristes et les pays récepteurs à chaque fois que cela était pertinent. Cette distinction reflète également une différence de niveau de développement économique. Lorsque la campagne d'ECPAT s'est constituée à l'origine en Asie, le problème était présenté comme l'exploitation des enfants des pays récepteurs par les touristes en provenance des pays émetteurs. D'autre part, pays émetteurs et récepteurs de touristes n'étant pas confrontés aux mêmes problèmes, ils n'y apportent pas les mêmes réponses. De manière très schématique, les criminels (qui abusent sexuellement des enfants) sont issus des pays développés émetteurs de touristes, tandis que les victimes se trouvent dans les pays à développement économique plus faible, pays récepteurs dans lesquels il y a un important flux entrant de touristes.

Les tableaux présentent respectivement les actions de prévention, les actions de formation et les études recensées par cette enquête. A nouveau, il convient de préciser que nous ne présentons ici que les actions pour lesquelles nous avons recueilli suffisamment d'information. Ces tableaux proposent un certain nombre d'actions mais ne prétendent pas répertorier l'ensemble des initiatives de lutte contre le tourisme sexuel impliquant des enfants dans le monde.

1. ACTIONS MENEES PAR L'INDUSTRIE DU TOURISME AU NIVEAU NATIONAL, REGIONAL ET INTERNATIONAL

Les engagements pris par l'industrie du tourisme depuis les 10 dernières années se sont traduits d'une part par l'adoption de résolutions, d'autre part, par la mise en œuvre d'actions concrètes.

1.1. Engagements pris par les principaux partenaires de l'industrie du tourisme pour lutter contre le TSIE

ASSOCIATIONS INTERNATIONALES DE L'INDUSTRIE DU TOURISME

Nom de l'association	Résolutions et actions	Coopération avec ECPAT
Fédération Universelle des Associations d'Agences de Voyage à Monaco (FUAAV)*	Nov. 93, <i>Charte de l'enfant et de l'Agent de Voyages</i> signée par 22 associations nationales d'agents de voyage Mobilisation active de ses membres Participation à la Task Force de l'OMT	Coopération avec 11 groupes ECPAT (Allemagne, Australie, Autriche, Belgique, Espagne, Hollande, Norvège, Nouvelle Zélande, Sri Lanka, Taiwan)
International Association of Social Tourism	Résolution en 1995	-
International Federation of Women's Travel Organizations, Arizona USA**	Résolution de décembre 1995	Plusieurs actions de sensibilisation

International Union of Food, & Allied Workers' Associations Trade Union, Genève	1995 et avril 1996, Résolutions contre la prostitution en lien avec le tourisme	-
International Air Transport Association, Genève (IATA)	Résolution de 1996 Lettre d'information envoyée à ses membres sur la vidéo de bord d'Air France, 2000	Coopération en 1996
International Federation of Tour Operators, UK***	1996, Codes de conduite contre l'ESEC	-
International Hotel & Restaurant Association, Paris (IH&RA)	Résolution du 30 oct. 1996 « Guidelines for the hospitality industry » distribué à tous les membres Programme de formation de jeunes à risques aux métiers de l'hôtellerie YCDP Participation à la Task Force de l'OMT	Code de conduite en 2000 2 programmes menés avec ECPAT (en Rép. Dominicaine et en Thaïlande)
Federation of International Youth Travel Organizations, Copenhague (FIYTO)	Résolution de 1997 pour combattre le TSIE	-

* Bénéficie du statut d'organisme consultatif auprès de l'ONU, 114 membres nationaux dans 121 pays

** Représenté dans 31 pays

*** Représenté dans 19 pays européens

ASSOCIATIONS REGIONALES DE L'INDUSTRIE DU TOURISME

Nom de l'association	Résolutions et actions	Coopération avec ECPAT
PATA, Pacific Asia Tourism Assoc. Bangkok	Déclaration d'intention	John A. Semone/PATA Europe Joseph A. McInerney/Asie - 4 programmes internationaux - Partenaire et hôte d'ECPAT Australie pour le programme "Child Wise Tourism" en 1999 - Soutien plusieurs actions liées au tourisme en Asie et dans le Pacifique menées par ECPAT Australie.
ECTAA, Bruxelles	Déclaration de nov. 1996	- Partenaire du projet ECPAT Europe/ECPAT France réalisé en 1998/1999 - Associé au Code de Conduite d'ECPAT Suède, 2000
COTAL, Buenos Aires	Lettre de soutien à l'OMT	-
CETO, Caraïbes	-	-
ASTA, American Society of Travel Agents	Communiqué de presse condamnant le TSIE	-
AFTAA, Jordanie	-	-
FISAVET, Afrique	-	-

La Charte de la FUA AV (1993), Article 3 : s'engage à apporter toute assistance aux divers organismes, actions et associations caritatives concernés par la protection des enfants victimes de "tourisme sexuel". En outre, l'Art. 6 incite les membres de la FUA AV et ses associés à veiller à informer leurs clients des conséquences de l'exploitation sexuelle d'enfants par les touristes.

IUF (1995) : recommande à ses membres affiliés de coopérer selon leurs moyens à la lutte contre le TSIE menée par ECPAT.

IATA (1996) : Lors de la 52^{ème} Assemblée Générale annuelle, les membres de IATA ont approuvé les actions concrètes mises en œuvre par l'industrie du tourisme pour former son personnel, sensibiliser les voyageurs et coopérer avec les gouvernements, ainsi que l'élaboration de lignes directrices pour éviter la publicité et les relations commerciales avec des agents de voyage et des hôtels impliqués (dans des activités liées au TSIE).

La Charte de l'IFTO (1996) : L'IFTO recommande à tous les agents de voyage d'informer leur personnel, leurs fournisseurs ainsi que leurs clients en partance vers des destinations à risque, de l'existence intolérable de l'exploitation sexuelle des enfants par certains touristes et de leur condamnation du phénomène.

IH&RA (1996) : L'association recommande à ses membres d'envisager des mesures pour empêcher que leurs infrastructures et leurs équipements ne soient utilisés à des fins d'exploitation sexuelle et commerciale des enfants.

La résolution de la FIYTO (1997) : Elle s'engage à poursuivre les objectifs suivants :

1/ soutenir les initiatives locales et internationales qui visent à améliorer la sensibilisation de ses membres au TSIE

2/ soutenir les efforts entrepris par divers organismes, campagnes et associations qui oeuvrent pour la protection des enfants victimes du TSIE.

COTAL (1996) : « Nous soutenons pleinement la campagne de l'OMT adoptée lors de sa dernière Assemblée Générale ».

(Remarque : il est question ici de 'tourisme sexuel' sans mention spécifique de tourisme sexuel impliquant des enfants).

Observations

- Les premiers codes de conduite et chartes ont vu le jour dans les années 1990
- La plupart de ces résolutions encouragent leurs membres à soutenir les actions d'ECPAT, c'est-à-dire que, comme dans une dizaine des cas présentés ici, ECPAT conduit l'action, soutenu par l'industrie du tourisme
- Par l'intermédiaire de chartes, les associations incitent leurs membres à prendre eux-mêmes l'initiative de l'action.
- Hormis pour l'IH&RA et l'IFWTO qui ont une dynamique propre, les autres organisations internationales ou régionales ne mettent pas directement en œuvre les actions
- Les engagements pris par l'industrie du tourisme ont rarement débouché sur la mise en œuvre concrète d'actions et aucun système de suivi des réalisations n'a été envisagé (le Congrès de Stockholm de 1996 ne prévoyait, d'ailleurs lui non plus, aucun mécanisme à cette fin).

1.2. Des engagements aux réalisations concrètes

Les tableaux suivants présentent les actions entreprises sur l'initiative de l'industrie du tourisme.

ACTIONS NATIONALES

TABLEAU 1. ACTIONS DE PREVENTION CONTRE LE TSIE MISES EN OEUVRE PAR L'INDUSTRIE DU TOURISME DANS LES PAYS EMETTEURS

Pays	Public visé	Moyens utilisés	Résultats et indicateurs	Entité responsable et principaux partenaires
Japon	Agents de voyages	800.000 brochures distribuées à 2.600 agents membres de JATA Information dans les bulletins JATA	N/c ¹	JATA et agences membres
	Agents de voyages et guides	Sensibilisation des membres à la loi de 1999	99% de compagnies aériennes et 80% des services de guides-accompagnateurs	Scheduled Airline Assoc. Of Japan/Assoc. Japonaises des guides et des guides-accompagnateurs
USA	Agents de voyages	Communiqué de presse pour la campagne "No Child Sex Tourism" menée par ECPAT	N/c	American Society of Travel Agents
	Grand public	Promotion de la brochure d'ECPAT USA « No Child Sex Tourism » sur leur site Internet	N/c En cours	US Min. des Transports et Min. des Affaires Étrangères

Observations

- Au Japon, l'industrie du tourisme semble soucieuse de lutter contre le TSIE et JATA a lancé sa propre action de sensibilisation
- Les actions sont essentiellement destinées aux professionnels du tourisme (agents de voyage et guides)
- Les actions des associations s'attachent avant tout à sensibiliser leurs membres face au TSIE et à son impact négatif sur la réputation de leur industrie ainsi qu'à les informer sur les lois en vigueur
- La campagne de sensibilisation de JATA montre que, grâce à leur grand nombre d'adhérents, les associations parviennent à disséminer l'information de manière très efficace.

¹ N/c : non communiqué

TABLEAU 2. ACTIONS DE PREVENTION CONTRE LE TSIE MISES EN OEUVRE PAR L'INDUSTRIE DU TOURISME DANS LES PAYS RECEPTEURS

Pays*/ Source	Description succincte	Public visé	Moyens utilisés	Résultats et indicateurs	Entité responsable de l'action	Principaux Partenaires
Brésil/ Tourisme sexuel au Brésil et en Colombie	Campagne de lutte contre les abus sexuels sur enfants	Tout public national et étranger	Affiches et brochures d'information Numéro vert pour dénoncer les abus sexuels à la police – Petites pancartes 'Ne pas déranger' suspendues aux portes des chambres d'hôtels avec message d'information	500 cas d'abus sexuel sur enfants dénoncés dès le 1 ^{er} mois de la campagne	Ministère du Tourisme (Embratur)	N/c
Cambodge/Inter - national Traveller	Campagne de sensibilisation (en préparation)	Touristes	Affiches dans les hôtels, "guest houses" et boîtes de nuit	N/c	Ministère du Tourisme	N/c
République Dominicaine/ Code de conduite – ECPAT Suède	Code de conduite pour les agents de voyage et les tour operators, ECPAT Suède	TO ² , responsables destinations, personnel, fournis- seurs, clients et partenaires locaux	Clause spécifique au TSIE dans les contrats Informations sur le site Internet	Communication sur le Code de Conduite et ses objectifs	TO des pays nordiques à Cabarete, Puerto Plata et Sosua	ECPAT Suède MAIS
Mexique/IIN	Programme national de lutte contre le TSIE	Touristes	Bulletin d'information Vidéo de bord diffusée sur les vols Site Internet : www.nosexoturismoinfantil.org	En cours	Secrétariat d'Etat au Tourisme AAFEET	Sistema Nacional para el Desarrollo Integral de la Familia/Aeromé- xico et Mexicana
Philippines/ PATA Travel News, 01/97	Vigilance dans les hôtels	Touristes	Interdiction de recevoir des visiteurs dans les chambres, Manille, centre-ville Caméras de surveillance à chaque étage (New World Hotel)	N/c	La plupart des hôtels	N/c
Sri Lanka/ P.E.A.C.E.	Brochure	Voyageurs, 90 %	Distribution de 500.000 brochures à l'aéroport de Katunayake	Baisse de l'ESEC	Office National du Tourisme	P.E.A.C.E.
	Sensibilisation, conseil, formation et alphabétisation	500 guides dans les provinces centre et nord- ouest, soit 50 % du total	Supports audio-visuels pour séminaires	Grande médiatisation des cas d'abus sexuels d'enfants par des touristes	Association des agents de voyages et des guides	"
Thaïlande PATA Travel News, 01/97	Enregistrement des visiteurs mineurs reçus dans les chambres	Clients des hôtels de grand standing	Les grands hôtels prennent note des visites de mineurs dans les chambres. A Pattaya, THA Eastern Chapter refuse les visites de mineurs non enregistrés	N/c	Association des Hôtels de Thaïlande (THA)	-

² TO : Tour Operator

Pays */ Source	Description succincte	Public visé	Moyens utilisés	Résultats et indicateurs	Entité responsable de l'action	Principaux Partenaires
Thaïlande/ Site Internet australien	Recensement dissuasif des touristes sexuels et poursuites judiciaires contre les organisateurs de TSIE	TO proposant des « sex tours »	Refuse toute promotion de la Thaïlande comme destination « sexuelle » ; enquêtes et poursuites contre les TO soupçonnés ; dénonciation des TO non thaïs suspectés d'être impliqués dans des activités à caractère sexuel avec des enfants	Mise sur liste noire des TO et révocation de leur licence en cas de condamnation	Tourism Authority of Thailand (TAT) et police touristique	-

* Information disponible pour 8 pays

Observations

- L'industrie du tourisme met en œuvre davantage d'initiative dans les pays récepteurs que dans les pays émetteurs
- Nous avons identifié cinq actions conduites directement par des administrations : Embratur au Brésil, le Ministère du Tourisme au Cambodge, le Secrétariat d'Etat au Tourisme au Mexique, l'Office Nationale du Tourisme au Sri Lanka et TAT en Thaïlande
- La plupart des actions sont entreprises par des organisations issues de l'hôtellerie, des agences de voyages, des tour operator et des guides touristiques
- Au Sri Lanka et au Cambodge, des associations nationales de guides ont entrepris des actions ou sont sur le point de le faire
- Il semble que d'autres secteurs directement en lien avec le tourisme, tels que la restauration, les divertissements n'aient encore rien mis en œuvre pour lutter contre le TSIE auquel ils sont souvent directement confrontés.

Pour résumer, les actions de prévention contre le tourisme sexuel impliquant des enfants conduites par l'industrie du tourisme sont :

Des actions de sensibilisation

- Les actions de sensibilisation menées dans les pays récepteurs visent en général les touristes et le grand public alors que dans les pays émetteurs elles sont davantage destinées aux professionnels du tourisme
- Les supports utilisés sont sensiblement les mêmes dans les deux types de pays : affiches, brochures, numéros verts, vidéo de bord
- Les hôtels et autres modes d'hébergement ont à leur disposition des supports plus spécifiques : pancartes accrochées aux portes des chambres ou règlement de politique interne.

Des clauses spéciales contre le tourisme sexuel impliquant des enfants dans les règlements intérieurs

Certains hôtels, taxis et autres établissements fréquentés par des touristes ont inséré dans leurs règlements intérieurs des dispositions spécifiques pour lutter contre le TSIE, notamment :

- L'interdiction de recevoir des mineurs de moins de 18 ans dans les chambres d'hôtels à Taiwan, à Manille ou en Thaïlande
- Idem au Brésil accompagné d'une interdiction pour les taxis de véhiculer un mineur sans autorisation parentale à Recife (Brésil)
- Interdiction de visite dans les chambres après 22h00 aux Philippines
- Surveillance vidéo à chaque étage, New World Hotel
- Relevé de l'identité des mineurs qui montent dans les chambres des hôtels de grand standing à Bangkok
- Un Code de Conduite pour les professionnels du tourisme comportant des clauses spécifiques d'information et de prévention du TSIE (Rép. Dominicaine, projet pilote)

TABLEAU 3. ACTIONS DE FORMATION MISES EN OEUVRE PAR L'INDUSTRIE DU TOURISME - PAYS EMETTEURS

Pays	Public visé	Moyens utilisés	Résultats et indicateurs	Entité responsable de l'action
Japon	Séminaire annuel pour 5.000 professionnels sur un total de 50.000 ventilé sur 33 sites dans 11 villes	Familiarisation et formation à la loi de 1999 contre l'ESEC lors des séminaires de gestion des itinéraires touristiques et des cours pour les hauts dirigeants	Aucune évaluation n'est faite ; attente d'une attitude plus positive et d'une meilleure gestion	JATA et ses agents qui ont mené une action auprès des cadres
Taiwan	300 membres oeuvrant pour enrayer la prostitution des enfants "par l'éducation des agents et des clients" ³	Sensibilisation des agents de voyage, en les incitant fortement à informer leurs clients des peines encourues / Soutien à la campagne ECPAT "Perfect Traveller" / Incitation à ne travailler qu'avec des agents de voyage chinois ⁴ de classe « A », assujettis à une réglementation stricte / Organisation de rencontres avec des représentants officiels de gouvernement pour mettre en place de nouvelles actions contre le TSIE	Aucune	Taipei Travel Agents Association (TATA)

³ Mr Lin, News Express

⁴ La Chine représentant la destination touristique émergente pour les Taiwanais

Observations

- Les actions de formation mises en œuvre dans les pays émetteurs se résument à des séminaires ou des déclarations de principes
- Les associations des hôteliers de Kaohsiung et de Taipei se sont engagés publiquement à soutenir les enfants victimes de la prostitution ainsi que les actions d'ECPAT
- Dans les pays émetteurs, l'industrie du tourisme forme peu son personnel au problème du tourisme sexuel impliquant des enfants

LES ACTIONS DE FORMATION MISES EN ŒUVRE PAR L'INDUSTRIE DU TOURISME - PAYS RECEPTEURS

Nous avons recensé deux actions de formation dans les pays récepteurs :

- En 1995, le Pan Pacific Hotels and Resorts a lancé un programme de formation professionnelle de jeunes filles aux métiers de l'hôtellerie ; dès 1997 l'IH&RA apportait son soutien et adoptait ce programme. Il semble le seul adressé aux jeunes en situation de risque d'exploitation sexuelle à des fins commerciales. Il est mené en coopération avec plus d'une dizaine d'hôtels, le Ministère de l'Education et celui des Affaires Sociales de Thaïlande, l'UNICEF et quelques ONGs. 125 jeunes ont déjà bénéficié de cette formation et tous semblent avoir « trouvé leur voix⁵».
- Le Ministère du Tourisme au Cambodge prévoit de former les guides-accompagnateurs de touristes en coopération avec l'association nationale de Siem Reap
- De même que dans les pays émetteurs, très peu d'actions sont menées par les professionnels du tourisme pour former leur personnel.

ACTIONS DE PREVENTION MISES EN ŒUVRE AU NIVEAU REGIONAL

ECTAA participe à plusieurs actions contre le TSIE et a assisté à de nombreuses conférences sur le sujet depuis son adoption de la Déclaration Contre le Tourisme Sexuel Impliquant des Enfants. **PATA** participe à l'organisation des séminaires et soutient ECPAT, notamment le programme "Child Wise Tourism" d'ECPAT Australie.

Observations

- Les associations de tourisme concrétisent peu leurs prises de position par des réelles actions.

⁵ *Youth Career Initiative, Draft Brochure, IH&RA*

2. LES PROGRAMMES NATIONAUX, REGIONAUX ET INTERNATIONAUX D'ECPAT

2.1. Les programmes des groupes ECPAT

Les groupes ECPAT ont mis en œuvre un certain nombre d'actions de prévention et de formation en coopération avec l'industrie du tourisme.

TABLEAU 4. ACTIONS DE PREVENTION MISES EN OEUVRE PAR LES GROUPES ECPAT - PAYS EMETTEURS

Pays */ Source	Public visé	Moyens utilisés	Résultats et indicateurs	Entité responsable de l'action	Principaux Partenaires
Allemagne	Tout public	Dessins animés diffusés sur chaînes câblées Distribution de brochures	N/c	ECPAT Allemagne	Ministère des Affaires Sociales
	Professionnels du tourisme	Code de conduite (cf. Code ECPAT Suède)	En cours	"	DRV
Australie	Touristes	Autocollants pour agences de voyages Participation aux salons du tourisme grand public et professionnels (300.000 entrées)	N/c	ECPAT Australie	-
	"	Campagne de sensibilisation à la télévision	Numéro vert	"	-
	"	Distribution de brochures par les douaniers, dans les centres de vaccination, préfectures et ambassades d'Australie et de Thaïlande ainsi que dans les délégations diplomatiques en Thaïlande	N/c	"	Ministère des Affaires Etrangères et de l'Economie
	Professionnels du tourisme (100 % des agents de voyage)	1995/96 : Distribution du dossier d'information 'Child Sex Tourism, Travel Agents and the Law' 2000 : Lancement de la campagne 'Travel With Care' avec distribution de brochures d'information, dépliants et organisation de séminaires	En 1994 et 2000 : enquêtes nationales auprès des agents de voyage	"	Ministère du Tourisme, AFTA et autres organismes de tourisme.
Autriche	Touristes	Edition et distribution de brochures	N/c	I 64/ECPAT Autriche	N/c
Belgique	Grand public Touristes Agents de voyage Tour Operator	Edition de brochure Distribution de dépliants sur les salons de tourisme, dans les agences de voyages, tour operator et cles aériennes Publication d'un encart dans les catalogues des TO	N/c	ECPAT Belgique CHOW	Best Tours
Danemark	Professionnels du tourisme Touristes Grand public	Distribution de brochures dans les agences de voyages et aéroports Reportage télévisé sur des agences de voyages suspectes	N/c	Red Barnet/ECPAT Danemark	N/c
Espagne	Professionnels et Ecoles de tourisme	Distribution de 3.000 dossiers d'information	N/c	ECPAT Espagne	ANESVAD
Finlande	Professionnels du tourisme	Distribution de 5.000 à 10.000 brochures avec l'aide d'association de TO ainsi que dans les églises	N/c	MLL/ECPAT Finlande	-

Pays */ Source	Public visé	Moyens utilisés	Résultats et indicateurs	Entité responsable de l'action	Principaux Partenaires
France	Professionnels du tourisme Touristes	5.000 livrets d'information distribués sur le Salon professionnel Top Résa (Deauville) Vidéo de bord Air France (Vols long courrier et cars) Diffusée aussi par Aérolyon, AOM, Corsair (sur 2 ans 10 millions de spectateurs potentiels) 310.000 dépliants-bagages distribués par 20 TO et sur le Salon Mondial du Tourisme à Paris Autocollants Air France Affiches de sensibilisation dans les agences de voyage Encarts dans les catalogues des TO, dans les guides de voyage et sur les pages Web de près de 20 partenaires	Enquête qualitative Evaluation de l'impact des media	ECPAT France	AFAT, Air France, FFTST, Havas, Nouvelles Frontières, Sélectour and SNAV; Ministère des Affaires Etrangères et Secrétariat d'Etat au Tourisme
Italie	Touristes Utilisateurs de cartes American Express	Campagne : encart sur le site 'Internet Monday Auction' et sur les relevés de compte American Express (200.000 détenteurs en fév. 2000)	N/c	ECPAT Italie	Nouvelles Frontières Italie et American Express
	Grand public Touristes Tour Operator	Brochures + 500,000 pochettes pour billets et 1.500 autocollants avec le logo ECPAT distribués sur les salons et lors de conférences ainsi qu'aux Tour Operator	N/c	"	N/c
	Tour Operator	Vidéo de bord	N/c	"	Virgin Express Delta Airlines
	Tour Operator Agents de voyage Systèmes de réservations informatisés, Cies aériennes Autorités aéroportuaires Services d'escale	Code de conduite qui engage l'industrie du tourisme en Italie à sensibiliser ses clients et son personnel sur place et dans les destinations et à inclure des clauses spécifiques dans les contrats avec leurs prestataires de services (par ex. interdiction de visites de mineurs dans les chambres)	N/c	"	Assotour/AssotravelAss oviaggi, ATOI, FIAVET, Interline Int/al Club, PATA, Sigma Travel System Visit USA Com Virgin Express Italie
Luxembourg	Touristes	Distribution de 50.000 étiquettes-bagages par les agents de voyage	N/c	ECPAT Luxembourg ECPAT France	cf. ECPAT France
Norvège	Professionnels du tourisme	Respect de règles de conduites diffusées dans catalogues Conférence de presse	N/c	Save the Children Norvège/ECPAT Norvège	Association de tourisme et principales agences de voyages
Nouvelle Zélande	Tout public et Touristes	Spot vidéo diffusé sur chaînes télévisées	N/c	ECPAT Nouvelle Zélande	Saatchi & Saatchi TANZ
	Touristes	250.000 brochures destinées à la distribution dans les aéroports	N/c	"	N/c

Pays */ Source	Public visé	Moyens utilisés	Résultat et indicateurs	Entité responsable de l'action	Principaux Partenaires
Pays-Bas	Tout public Touristes Professionnels du tourisme Fonctionnaires Agents de Police Autres organismes et personnes concernés	Depuis 1997 : Distribution de 180.000 brochures et étiquettes-bagages par des TO, agents de voyages, sur les salons, dans les bibliothèques et centres de vaccination 30 articles, interviews et plusieurs reportages télévisés 1.000 dossiers d'information distribués par courrier Depuis 1997 : la brochure « Travel Wise » (Wijs op Reis) éditée par le Ministère des Affaires Etrangères fait mention du TSIE (500.000 ex. diffusés chaque année par les TO, agents de voyages et centres de vaccination) De même la brochure de l'ANVR sur le tourisme durable inclut une partie sur le TSIE ainsi que le dépliant sur les conditions de voyage distribué à toute personne qui réserve auprès d'un agent membre d'ANVR	Depuis 1996 : Présence chaque année sur le salon du tourisme en Hollande (160.000 entrées par an, professionnels et grand public)	ECPAT Pays-Bas	Ministère des Affaires Etrangères ANVR (association nationale des organisations de tourisme)
	Touristes	Vidéo de bord	A l'étude	"	KLM
	3,5 millions de membres ANWB	Depuis 1999 : la brochure « Tips for Far Away Trips » diffusée dans les boutiques ANWB à travers le pays fait mention du TSIE	N/c	ECPAT Pays-Bas et UNICEF	ANWB (Automobile Club)
	Tour Operator et Dirigeants	Groupes de travail pour dirigeants de TO, édition d'une brochure d'info pour les TO et leurs homologues dans les pays de destination sur les moyens de lutte contre le TSIE. Elaboration de supports pédagogiques pour TO	N/c	"	TUI (7 TO couvrant 30% du marché hollandais)
Professionnels du tourisme	Code de conduite (cf. Code ECPAT Suède)	En cours	"	TUI	
Suède	Touristes et Professionnels du tourisme	En cours : Distribution de brochures sur les salons de tourisme et chez les Tour Operator Dénonciation dans les médias d'offres de TSIE sur Internet 1997, 2000 : Parution d'articles dans les magazines de bord de SAS et Britannia Sensibilisation dans les médias (2000)	Bon accueil par les professionnels, les touristes et le grand public	ECPAT Suède	N/c
	Professionnels du tourisme	Code de conduite pour lutter contre le TSIE, formation, clauses spécifiques dans les contrats avec les fournisseurs, sensibilisation des voyageurs et des populations locales, etc. Projets-pilotes et suivi en Thaïlande, Rép. Dominicaine et Brésil en 2000	Adopté par 95 % de l'industrie en Suède Retombées positives	ECPAT Suède en collaboration avec ECPAT Allemagne, Italie, Respect	Star Tours (Brésil rép. Dom et Thaïlande) SLG (Cuba, rép. Dom & Thai); Apollo (rép. Dom, Sri Lanka, Thai)
Suisse	Touristes	Diffusion de la Vidéo de bord d'Air France	En considération	ECPAT Suisse	ECPAT France Et Groupe Swiss Air

Pays */ Source	Public visé	Moyens utilisés	Résultats et indicateurs	Entité responsable de l'action	Principaux Partenaires
Royaume-Uni	Professionnels du tourisme et Touristes	Distribution des brochures : 'Travel and Tourism Industry Initiatives to Combat Child Sex Tourism' et dépliants sur les salons de tourisme	N/c	ECPAT UK	N/c
	Professionnels du tourisme	Code de conduite (cf. Code ECPAT Suède)	En cours	"	
Taiwan	Touristes Tout public et surtout les jeunes	1996 : Campagne 'Perfect Traveller' brochures, affiches, spot télévisé, T-shirts, conf. de presses, pétitions, ventes de charité et concert 1997 : Même campagne plus concours pour concevoir logo et slogan, divers discours 1998 : Idem plus chansons, CD, vente de cartes de vœux avec les dessins des gagnants du concours de BD	Excellent accueil par les media nationaux et signature de la pétition par 1.279 agents de voyages	ECPAT Taiwan	Soutien de nombreuses agences de voyages et de TATA (Taipei Travel Agent Association)
USA	Touristes	Brochure mise à disposition des agences de voyages et autres organismes	N/c	ECPAT USA	IFWTO, ARTA

* Données disponibles pour 18 pays

Observations

- La plupart des actions de prévention en Asie, en Europe et dans le Pacifique sont menées par les groupes ECPAT
- Dans les pays où ECPAT n'a pas de membre, peu d'actions de sensibilisation semblent entreprises
- Suite à l'étude réalisée en 1998 par Groupe Développement et ECPAT Pays-Bas sur ECPAT Europe grâce au soutien de la DG XIII de l'Union Européenne, *Rapport de Recherche sur les Actions Européennes de Communication pour Voyageurs et Formateurs Afin de Combattre le Tourisme Sexuel Impliquant les Enfants, 1993-1998*, le Danemark, le Luxembourg et la Norvège ont lancé leurs propres actions de communication
- Nous n'avons que très peu d'information sur les actions de prévention au Canada et aux USA
- Nous ne disposons d'aucune information pour la Grèce, l'Irlande ou le Portugal.

TABLEAU 5. ACTIONS DE PREVENTION MISES EN OEUVRE PAR LES GROUPES ECPAT - PAYS RECEPTEURS

Pays */ Source	Description succincte	Public visé	Moyens utilisés	Résultats et indicateurs	Entité responsable de l'action	Principaux Partenaires
Costa Rica/ Paniamor et Procal	Diffusion de divers documents de sensibilisation au TSIE en 1999/2000	Touristes anglophones	Brochure diffusée dans 59 hôtels, 11 agences de voyages, locations de voitures, dans les zones touristiques et ambassades costa-ricaines des pays anglophones	N/c	Fondations Paniamor et Procal	Les hôtels Pro-Imagen, Min. des Affaires Etrangères, subvention du Gov. Hollandais
	Encart de sensibilisation	"	Sites Web des agences de voyages et loueurs de voitures	N/c		

Pays */ Source	Description succincte	Public visé	Moyens utilisés	Résultats et indicateurs	Entité responsable de l'action	Principaux Partenaires
Costa Rica	Campagne d'affichage 99/2000	Touristes anglophones	Affiches de sensibilisation sur le bord de la route vers l'aéroport	N/c	Paniamor et Procal	Subvention du Fonds des NU pour les Populations
Rép. Dominicaine Code de conduite ECPAT Suède	Code de conduite pour les TO suédois	TO, responsables d'agences dans les destinations, employés fournisseurs, touristes et autres partenaires	Règlement intérieur contre le TSIE Utilisation de sites Web	Meilleure compréhension du CC et de ses objectifs	Tour Operator des pays nordiques à Cabarete, Puerto Plata et Sosua	ECPAT Suède MAIS
Inde/Prerana	Campagne de sensibilisation en cours	Tout public et Fonctionnaires du Ministère du Tourisme	Campagne de sensibilisation pour le grand public et formation pour l'industrie hôtelière Vidéo de bord / spot télévisé	2 entretiens concluants avec des Ministres En cours	Prerana	Ministère du Tourisme du Maharastra
Indonésie/ ECPAT Australie	Campagne de sensibilisation et Recommandations	Touristes	Brochure sur un code d'éthique distribuée dans les pochettes des sièges d'avions en partance d'Australie et des USA	N/c	ECPAT Australie	Garuda Airlines**
Ile Maurice/ Halley Movement	Campagne de sensibilisation	Touristes Grand public	200 autocollants Petit livret d'information pour le personnel hôtelier	N/c	Halley Movement	N/c
Sri Lanka/ P.E.A.C.E.	Programmes de sensibilisation, formation et alphabétisation	10,000 personnes 80% de la cible atteinte	Supports audio-visuels utilisés dans toutes les régions sauf nord et est	N/c	P.E.A.C.E./ECPAT Sri Lanka	N/c

* Les données sont disponibles pour 6 pays

** Garuda est la première compagnie aérienne nationale à diffuser les supports ECPAT.

Observations

- Dans les pays récepteurs, les groupes ECPAT mènent moins d'actions de prévention spécifiquement liées au tourisme que dans les pays émetteurs
- Seuls Paniamor au Costa Rica, Prerana en Inde, P.E.A.C.E. au Sri Lanka et Halley Movement à l'Ile Maurice conduisent des actions de sensibilisation/prévention contre le TSIE dans les pays du Sud
- ECPAT Suède et ses partenaires au projet du Code de Conduite pour les professionnels du tourisme travaillent en collaboration avec des organisations situées dans les pays récepteurs.

Conclusions sur les actions de prévention d'ECPAT

- Les trois cibles principales sont les touristes, les professionnels du tourisme et le grand public
- Les principaux moyens utilisés pour des actions de prévention sont des dépliants/brochures, des affiches, des encarts dans des magazines ou sur des pages Web, des spots vidéo (de bord ou télévisé), des affichages publicitaires sur les routes...
- D'autres supports sont parfois utilisés : autocollants, dépliants-bagages, pancartes suspendues aux portes des chambres d'hôtel, sites Internet et pages Web, articles de presse, reportages, annonces, cartes de vœux, t-shirts, CD, concerts et pétitions
- Pour atteindre les touristes et les professionnels du tourisme, les principaux canaux de distribution sont : les salons du tourisme et des loisirs, les centres de vaccination, les préfetures et bureaux qui délivrent les passeports, les ambassades et délégations diplomatiques, les aéroports, les compagnies aériennes, à l'intérieur des avions de ligne (écrans vidéo, pochettes des sièges et magazines de bord), les cars d'aéroport, les agences de voyages, les tour operator et les catalogues qu'ils éditent ainsi que tout ce qui se rapporte aux voyages tel que les guides touristiques, les sites Internet, les agences de location de voitures, les hôtels des pays récepteurs.
- Pour toucher le grand public, la distribution peut se faire également par la presse écrite ou audiovisuelle, dans les relevés de compte bancaire, dans la rue (panneaux d'affichage) et autres lieux publics (bibliothèques, cafés, écoles), dans les boutiques spécialisées
- La plupart du temps, les groupes qui mènent des campagnes ne prévoient pas de système d'évaluation, ne mettent en place aucun indicateur de résultats. Il semble que seuls ECPAT Australie, France et Suède aient tenté d'évaluer l'impact et la pertinence de leurs campagnes
- Exemples d'indicateurs de résultats utilisés :
 - ampleur de la médiatisation du phénomène (Sri Lanka)
 - réalisation d'études (Australie ou France)
 - nombre d'organisations touristiques ralliées à l'action (Suède)
 - nombre de signatures dans une pétition (Taiwan)
 - accueil positif du gouvernement (Inde)
- Les groupes ECPAT mettent en place des actions en partenariat avec les gouvernements locaux dans 15,4 % des pays étudiés. Les Ministères concernés sont les Ministères des Affaires Etrangères en Australie, au Costa Rica, aux Pays-Bas, en France, le Ministère de l'Economie aux Pays-Bas, le Ministère des Affaires Sociales en Allemagne, le Secrétariat d'Etat au Tourisme en France, le Ministère du Tourisme de Maharastra en Inde
- Les organisations qui soutiennent le plus souvent les actions des groupes ECPAT sont les compagnies aériennes, les agences de voyages, les hôteliers, les tour operator, American Express. D'autre part, une bonne visibilité est amenée par la présence sur les salons du tourisme
- Les actions transnationales sont encourageantes :
 - Le Code de conduite suédois a été repris par ECPAT Allemagne, Italie, Pays-Bas et Retour Foundation en Autriche. L'industrie du tourisme en Suède l'applique à toutes ses filiales des pays nordiques
 - Les dépliants-bagages ont été produits conjointement par l'Allemagne, la Belgique, la France et la Hollande. La distribution se fait à une échelle importante lorsque des groupes tels que Nouvelles Frontières ou ECTAA sont associés.
 - Les vidéos diffusées à bord des avions sont vues par un public large.
- Les groupes ECPAT qui mènent les actions concernant le Code de conduite, la réalisation d'étiquettes-bagages ou autres le font en collaboration avec les associations nationales des agents de voyages ainsi que les membres d'ECTAA et de la FUA AV (DRV Allemagne, AFTA Australie, ABTO Belgique, JATA Japon, NTTA Norvège, ORV Autriche, SNAV France) la FIASEET...

TABLEAU 6. ACTIONS DE FORMATION MISES EN OEUVRE PAR LES GROUPES ECPAT – PAYS EMETTEURS

Pays *	Public visé	Moyens utilisés	Résultats et indicateurs	Entité responsable de l'action	Principaux Partenaires
Allemagne	Formateurs Etudiants de l'école de tourisme Cochem	Actions de sensibilisation et conférences avec intervenants extérieurs Conception de dossiers pédagogiques	Dossier d'évaluation	L'école de tourisme Cochem et ECPAT Allemagne	4 écoles de tourisme DRV
Australie	Formateurs aux métiers du tourisme	1996 : supports pédagogiques pour les écoles de tourisme 2000 : Intégration de la problématique dans 5 unités des programmes de formation touristiques	N/c	ECPAT Australie	ATTRP (commission d'homologation de l'éducation) Tourism Training Australia
	Formateurs et étudiants en tourisme	Programme de formation "Child Wise Tourism", brochure d'information, supports pédagogiques - Cambodge, Indonésie, Thaïlande et Vietnam	N/c	"	Soutenu financièrement par AusAID en coopération avec les partenaires locaux, Intrepid Travel et PATA
Belgique	Etudiants en tourisme	Dossier pédagogique	Dossier d'évaluation	ECPAT Belgique	ISALT (école de tourisme) et FIT (fédération de tourisme)
France	10.000 étudiants en tourisme	Programme de formation des formateurs en tourisme avec classeur pédagogique /300 écoles Pression sur l'Education nationale pour inclure de manière obligatoire un volet TSIE dans le programme de formation	Dossier d'évaluation Volet TSIE imposé dans les écoles de tourisme	ECPAT France	SNAV, FFTST, les Ministères de l'Education et des Affaires Etrangères, le Secrétariat d'Etat au Tourisme et Nouvelles Frontières
Italie	Etudiants en tourisme	6 conférences dans les écoles de tourisme sur le tourisme responsable, l'exploitation des mineurs dans le tourisme et le rôle des professionnels dans la lutte contre l'ESEC	N/c	ECPAT Italie	2 instituts à Rome
Nouvelle Zélande	Formateurs en tourisme et étudiants	Interventions d'ECPAT dans les écoles avec présentations suivies de débats	N/c	ECPAT Nouvelle Zélande	N/c
Pays-Bas	Etudiants des écoles professionnelles de tourisme et loisirs	Conférences et conception d'un dossier pédagogique sur le tourisme responsable à l'attention des professionnels du tourisme	Meilleure connaissance du TSIE et des moyens de lutte	ECPAT NL	Académie Fontys
	Etudiants en tourisme (50%)	Concours pour la conception de la meilleure action	-		N/c
Suède	Les professionnels du tourisme et étudiants	Sensibilisation et formation des futurs professionnels	Modules sur le TSIE intégrés dans le programme	ECPAT Suède	Les écoles de tourisme et 2 syndicats du tourisme
Taiwan	Agences de voyages Industrie du tourisme	Guide pour aider à signaler les cas suspectés d'exploitation sexuelle d'enfants	En cours	ECPAT Taiwan	Ministère de l'Intérieur

*Les données sont disponibles pour 9 pays

TABLEAU 7. ACTIONS DE FORMATION MISES EN ŒUVRE PAR LES GROUPES ECPAT – PAYS RECEPTEURS

Pays * /source	Description succincte	Public visé	Moyens utilisés	Résultats et indicateurs	Entité responsable de l'action	Principaux Partenaires
Cambodge/ ECPAT Australie	Child Wise Tourism Sensibilisation au problème du TSIE Soutien de la presse	Industrie du tourisme (aucune formation officielle aux métiers du tourisme au Cambodge) et 30 fonctionnaires du Ministère du Tourisme	Atelier de formation sur deux jours	Engagement du Ministère du Tourisme à poursuivre sa coopération avec ECPAT	ECPAT Australie	AusAID Min. du Tourisme Cambodge - Secteur privé du tourisme Intrepid et PATA
Indonésie/ ECPAT Australie	Child Wise Tourism Ateliers de formation sur la prévention du TSIE	Formateurs et étudiants des écoles AKPINDO + Directeurs de 4 autres instituts de formation touristique, représentants de l'industrie du tourisme et du gouvernement (de hautes personnalités telles que l'éminent PK Silitonga) A Bali, différents groupes, professionnels, juristes, policiers, éducateurs sociaux, universitaires et formateurs en tourisme	Ateliers, jeux de rôle, études de cas et réflexions de groupes	N/c	"	2 principaux TO AKPINDO/Jakarta Bureau du Tourisme Prof. Le Ketut Suryani - Bali
Philippines/ ECPAT Australie	Child Wise Tourism (idem)	Industrie du tourisme / Département du Tourisme / Instituts de formation aux métiers du tourisme à Manille et Cebu	Atelier de formation sur deux jours	Philippine Airlines a accepté de distribuer des dépliants contre le TSIE à ses passagers	ECPAT Philippines et Australie	N/c
Thaïlande/ ECPAT Australie	Child Wise Tourism Sensibilisation / Formation aux moyens de lutte contre le TSIE	Les stagiaires TAT et aux écoles de tourisme	Module de formation pour le cours de gestion à 'Institut de Formation en Hôtellerie et Tourisme TAT, Séminaires pour membres TAT	N/c	ECPAT Australie	AusAID, secteur privé et public du tourisme, Intrepid Travel, PATA et TAT

*Les données sont disponibles pour 4 pays

Observations

- Grâce au programme de sensibilisation/formation Child Wise Tourism conçu par ECPAT Australie, les pays asiatiques ont été les premiers à former leur personnel et leurs étudiants au problème du TSIE
- Sept des 15 groupes ECPAT de l'UE, ainsi que les principaux pays émetteurs en Asie/Pacifique (Australie, Japon, Nouvelle Zélande, Taiwan) ont mis en place des formations pour les professionnels ou futurs professionnels de l'industrie du tourisme. Aucune formation de ce type ne semble exister en Amérique du Nord

- Pour la plupart de ces formations des dossiers pédagogiques ont été réalisés par les groupes ECPAT, parfois avec le soutien des formateurs ou de l'industrie du tourisme. Les groupes en Australie et en Belgique travaillent à l'introduction de la problématique dans les programmes des instituts de formation. Le Ministère de l'Education Nationale en France vient d'inclure la problématique du TSIE au programme des écoles de tourisme. Ceci entrera en vigueur en septembre 2001, suite à la pression effectuée par ECPAT France.
- Certains groupes interviennent directement dans les écoles (France). En Suède et aux Pays-Bas, ces modules sont liés aux organismes de formation privés.
- L'enseignement du module sur le TSIE couvre une présentation générale du TSIE et de ses conséquences, les moyens de lutte existants et le rôle des professionnels du tourisme dans cette lutte
- Nous ne disposons guère d'information sur l'impact qualitatif de ces actions au niveau national (voir 'Guidelines for Resource Kit Evaluation in the Training Kit for Tourism Trainers').
- La problématique du tourisme sexuel impliquant des enfants est un des aspects d'un problème plus large de développement d'un tourisme durable et responsable.

TABLEAU 8. PROGRAMMES DE RECHERCHE MIS EN OEUVRE PAR LES GROUPES ECPAT

Pays	Description succincte	Sujets de l'étude	Moyens utilisés	Résultats et indicateurs	Entité responsable de l'action	Principaux Partenaires
AMERIQUE CENTRALE	Recherche sur le trafic des enfants en Amérique Centrale	N/c	En cours	Publication d'un rapport	ECPAT / Casa Alianza	-
Danemark	Enquêtes sur des offres de sex tours dans les pays Baltes	Certaines agences de voyages	Enquêtes conduites essentiellement à Copenhague	Enquête de police en cours	Save the Children Police danoise	-
EUROPE	Etude sur l'application des lois, études de cas de TSIE, application des lois extra-territoriales et droits de l'enfant	Procès	Etude de 15 cas	Publication d'un rapport "Extraterritorial Legislation as a Tool to Combat the Sexual Exploitation of Children" 1999	Defence for Children International/ ECPAT Europe Law Enforcement Group	J. Adautusson /ECPAT Suède, E. Martyn / ECPAT Oz, W. Roujanavong & S. Sereewat/FACE, T. M. Sonozaki, ECPAT Japon, S. Tsuboi, avocat japonais et A. Tampoe, avocat sri-lankais
EUROPE DE L'EST	Recherche sur le trafic d'enfants en Europe	Les touristes sexuels européens sévissant en Europe et ailleurs	Questionnaire	A Research Study into the Trafficking of Children for Sexual Purposes in Europe, 2000-2001	DCI Pays-Bas et ECPAT Europe	Commission Européenne

Pays	Description succincte	Sujets de l'étude	Moyens utilisés	Résultats et indicateurs	Entité responsable de l'action	Principaux Partenaires
Îles Fiji	1 ^{ère} Conférence Régionale sur la Prévention de l'ESEC dans le Pacifique	N/c	Groupes de travail à Suva sur l'application de la loi, les réformes législatives, l'éducation des communautés locales, les médias et le tourisme	N/c	ECPAT Australie	Financement de AusAID
Thaïlande	Conférence sur la prévention du TSIE par la formation des professionnels du tourisme et Conférence sur le développement des ressources humaines	Experts en formation aux métiers du tourisme	Atelier régional, Bangkok, août 2000 pour développer la formation / Analyse des besoins, évaluation de programmes et définition d'actions à venir	Evaluation des participants réalisée les deux jours et complétée par une évaluation finale Distribution de rapports de suivi	ECPAT Australie	Commission des NU pour les affaires économiques et sociales-Asie/Pacifique Financement de AUSAid et soutien de Thaï Airways et PATA

Observations

Les principaux axes de recherche sont :

- La répression par les lois, ECPAT Europe
- Le trafic des enfants en Amérique centrale et en Europe de l'Est
- L'identification d'agences de voyages ayant des activités douteuses

2.2. ECPAT International

ECPAT International (EI) participe aux réunions de la "Task Force" de l'OMT sur le TSIE. EI encourage les organisations du secteur touristique à prendre position contre le TSIE et à mettre en place des actions, mais EI ne conduit pas d'action propre.

- EI participe aux différentes réunions internationales contre le TSIE.
- Le rôle d'EI dans la lutte contre le TSIE se limite, pour le moment, à apporter un soutien aux membres du réseau

3. PROGRAMMES CONDUITS PAR D'AUTRES ORGANISATIONS

Les tableaux ci-dessous font référence à des actions menées par d'autres organismes : ONG, gouvernements, organisations internationales, instituts de recherche et autres.

3.1. Les Organisations Non Gouvernementales

TABLEAU 9. ACTIONS MENEES PAR LES ONG

Pays/ Entité responsable	Description succincte	Public visé	Moyens utilisés	Résultats et indicateurs	Principaux Partenaires
Autriche / Respect	Code de Conduite	Industrie du tourisme	Voir le Code de Conduite développé par ECPAT Suède	En cours	ORV (TO et agents de voyages)
Allemagne / terre des hommes	Information et sensibilisation	Touristes et Grand public	Vidéo de bord (programmé pour 3 mois) Création d'un site Web	N/c	Lufthansa
Kenya /Kenya Tourism Concern	Information sur le TSIE et ses conséquences	Grand public Industrie du tourisme Touristes	Parution d'articles dans la presse Recherches et études réalisées à Machakos, Mombasa, Nairobi, Nanyuki et Wamunyu	Interdiction du gouvernement des visites de jeunes filles dans les hôtels des zones où sévit le TSIE + reconnaissance de l'existence du problème par l'industrie du tourisme locale et le public	World Council of Churches La presse kenyane
Inde / Equations	Etude sur le TSIE au Kerala	N/c	Atelier sur le TSIE à Ernakulam, Kerala	N/c	N/c
Népal /Child Workers In Nepal	Action de sensibilisation	7.000 copies distribuées aux touristes en anglais, allemand et néerlandais	1998: Brochure "The Child and the Tourist" sur le problème des enfants de la rue au Népal (travail, exploitation sexuelle) diffusée dans les zones touristiques, hôtels, agences de voyages, associations de défense des enfants et autres Information sur le TSIE disponible auprès de CWIN sur le site www.cwin-nepal.org	Réaction des touristes, médiatisation du problème au niveau national, international Lancement d'un débat public sur le TSIE	International Volunteers
	Service d'aide d'urgence et de conseils	Grand public	CWIN Helpline assure un suivi des cas de TSIE Communiqués de presse sur les cas	N/c	Avocats, policiers et juristes
Philippines / Preda	Base de données	Grand public	Rassemble des infos sur les cas de poursuites contre les touristes sexuels aux Philippines	Informations détaillées sur les justiciables	N/c
Amérique centrale / Casa Alianza	Lobbying	Gouvernement Professionnels du tourisme	Participe aux conférences, aux enquêtes	Arrestation de plusieurs proxénètes	N/c
	Information	Grand public	Recueil d'articles de presse et centre de documentation/ Site Web en anglais, français et espagnol www.casa-alianza.org	Suivi des cas de TSIE et base de données sur le TSIE	N/c

Observations

- Les ONG qui oeuvrent contre le TSIE sont soit des ONGs de défense des droits de l'enfant (CWIN, Casa Alianza) soit des associations de tourisme durable (Kenya Tourism Concern et Equations)
- La majorité des actions ciblent les touristes et le grand public
- En Autriche, Respect s'est associé à ECPAT Suède pour mettre en place le Code de conduite
- En Inde, Equations a constitué un groupe de travail pour mettre au point des actions
- Casa Alianza et CWIN diffusent des informations sur la bibliographie et les arrestations de touristes sexuels sur leur site Internet
- CWIN a édité une brochure « The Child and the Tourist » afin d'informer les touristes sur les comportements à adopter avec les enfants des rues dans le cadre d'un programme plus large de tourisme durable

3.2. Interventions des acteurs publics

TABLEAU 10. ACTIONS MISES EN OEUVRE PAR LE SECTEUR PUBLIC

Pays/ Entité responsable	Description succincte	Public visé	Moyens utilisés	Résultats et indicateurs
Autriche /Min. des Affaires Sociales et du Tourisme	Réalisation d'une Vidéo « A Child is not a Pécadillo »	Touristes	Vidéo de bord en coopération avec Austria Airlines et ECPAT Autriche/I64	N/c
Belgique / Police	Formation sur la gestion des victimes d'abus sexuel de nationalité étrangère	Policiers	Stages de formation	Modèle pour le traitement et l'interrogatoire des victimes
Brésil / Police civile et Coletivo Mulher Vida	Brigade spéciale des mineurs avec un nouveau service social (psychologue, travailleurs sociaux). Edition d'une brochure financée par l'UNESCO	Les enfants de Recife	3 numéros verts	1.230 dénonciations par an ; fin des mauvais traitements sur enfants par la police ; premières arrestations de touristes sexuels
Costa Rica / Com. nationale contre le TSIE (mixte OIG-ONG)	2000 : Campagne d'information sur les peines encourues en cas de TSIE	100% des touristes ciblés	Dépliant distribué à l'arrivée des touristes par les douaniers	Les indicateurs de suivi sont le nombre de visas délivrés et le nombre d'arrivées
Com. Nat/ale contre le TSIE, Gouvernement et l'ONG Conacoos	Formation de la police touristique (juillet – octobre 2000)	186 stagiaires à Canton Centrale, Talamanca et Sixaola	Utilisation de guides pratiques spécifiques	Nombre de formateurs et de stagiaires
Danemark /Save the Children et Police nationale	Investigation sur les offres de sex tours dans les pays Baltes	Agences de voyages suspects	Enquêtes réalisées à Copenhague	Enquête de police en cours
Iles Fiji / polices australienne et fijiennne	Arrestation et condamnation d'un résident australien abusant des enfants et réalisant de la pornographie infantile	Polices fijiennne et australienne	Assistance technique de la police australienne pour rassembler les preuves	Condamné à 7 ans de prison
Italie / Parlement italien	Communication sur la loi extra-territoriale italienne	Tour Operator Touristes	Loi obligeant les TO à faire paraître un article dans leur brochure pour informer des peines encourues en cas de TSIE ou de pornographie infantile	N/c

Pays/ Entité responsable	Description succincte	Public visé	Moyens utilisés	Résultats et indicateurs
Madagascar / Ministère de l'Intérieur	Brigade spéciale	Touristes sexuels	N/c	Aucune plainte déposée contre un étranger à ce jour
Philippines/ Min. du Tourisme, Div. Sécurité des touristes, Min. de la Justice	Nouvelle équipe de surveillance et de suivi	Touristes	N/c	« Résultats communiqués à la Task Force de l'OMT » Ministère de la Justice
République Dominicaine ⁶ / Gouvernement national	Fermeture définitive de bars de racolage tenus par des étrangers	Prostituées de Puerto Plata	Opérations de police contre la prostitution dans les régions touristiques	Plus de proxénètes dans les zones touristiques / déportation de propriétaires de bar allemand, canadien et italien
Russie /STAKES Finlande et U.E. (Projet STOP)	Formations : Danemark, Estonie, Finlande, Allemagne et Suède	Policiers, procureurs et travailleurs sociaux	Groupes de travail	N/c
Thaïlande / Com. Nationale de la Femme	Diffusion de dépliants	Touristes	Dépliants "Sex With Children Is A Crime" dans les hôtels et dans certains magasins	N/c
Tourism Authority of Thailand / police touristique	Exemple dissuasif : Identification et poursuites lancées contre des TO suspects	TO suspects	Aucune promotion du pays à connotation sexuelle / poursuites de TO suspects / dénonciation de ces TO auprès de leurs gouvernements	Constitution d'une liste noire des TO suspects et retrait de licence professionnelle sur décision de justice
Polices nationales australienne et thaï	Stages de formation spécifiques	Policiers	Formation pour mener des enquêtes sur les crimes sexuels	N/c
Grande-Bretagne	Formation	Policiers philippins, thaïs et sri-lankais	Formation et assistance technique pour identifier et arrêter les criminels (TSIE et pornographie infantile)	N/c

Observations

- Les Ministères qui mettent en œuvre des actions sont : le Ministère de la Justice, des Affaires sociales et de la femme, du Tourisme
- Le Costa Rica a constitué une commission nationale sur l'exploitation sexuelle des enfants qui travaille également sur le TSIE
- Les actions réalisées sont de plusieurs types : création de brigades spéciales pour les cas d'atteintes sexuelles sur mineurs, sensibilisation par la diffusion de dépliants ou de brochures⁷, enquêtes de police pour identifier les activités suspectes de certaines agences de voyages, création d'une base de données (liste noire) des cas suspects et retrait de licences professionnelles si preuve est faite
- L'intérêt d'une action entreprise par un organisme officiel réside dans la force de loi qui découle de l'autorité qui met en œuvre l'action ce qui accroît son impact (Costa Rica et Italie)
- La coopération entre les différentes polices nationales fonctionne bien en ce qui concerne la formation et l'arrestation de criminels
- Plusieurs pays fichent « officiellement » les suspects ou personnes déjà condamnées : la Thaïlande, la Grande Bretagne (liste de noms des condamnés accessibles au grand public). Le Cambodge prévoit refuser la délivrance d'un visa voire d'expulser les touristes suspectés

⁶ cf. lettre du 20.4.98 de l'Université de Leicester

⁷ Les Philippines distribuent déjà des dépliants d'information concernant l'usage de stupéfiants aux touristes

3.3. Organisations Internationales

TABLEAU 11. ACTIONS DE L'UNION EUROPEENNE

Public visé	Moyens utilisés	Résultat et indicateurs	Principaux Partenaires
Professionnels du tourisme	Stand sur les Salons BTF/Bruxelles, WTM Londres, Top Résa/Deauville et ITB/Berlin	Réalisation d'enquêtes par sondage	-
Professionnels du tourisme	Sondage sur la sensibilité des professionnels au problème du TSIE. Enquêtes téléphoniques sur les salons BTF en 1998 et ITB en 1998/1999	2 rapports d'enquête (1998/99) <i>Awareness of Tourism Workers to the Issue of Child Sex Tourism</i>	Strat & Com Bruxelles
Grand public	Enquête Eurobaromètre avec entretiens directs dans 15 pays de l'UE	Rapport d'enquête sur le TSIE, 1998	INRA
Psychologues	Interviews de psychologues ayant assisté au Congrès de Bruxelles sur les Enfants Victimes	Rapport : <i>Psychologist Awareness to the Problems of Child Sex Tourism</i> présenté au Congrès de Bruxelles en 1999	Strat & Com Bruxelles
Média	Projet sur la médiatisation de l'ESEC Séminaire « <i>Tourism and Child Abuse : The Challenges to Media and Industry</i> »	Lignes directrices à l'attention des media sur la manière de sensibiliser le public au TSIE	Fédération Internationale des Journalistes Press Wise

Observations

- L'Union Européenne encourage et finance les enquêtes sur le TSIE.
- L'UE participe aux salons du tourisme et loue des stands pour informer le public
- Les enquêtes réalisées par l'UE ciblent les professionnels du tourisme, le grand public et les psychologues
- Les sondages réalisés présentent des indicateurs du niveau de sensibilisation des touristes et des professionnels, publics ciblés de manière prioritaire par ECPAT
- L'UE soutient et finance des projets de lutte contre le TSIE.

TABLEAU 12. ENGAGEMENTS ET ACTIONS CONDUITES PAR L'ORGANISATION MONDIALE DU TOURISME

HISTORIQUE DES CONTACTS ENTRE ECPAT INTERNATIONAL ET L'OMT
<p>L'OMT a contacté ECPAT en 1993 et a soulevé la question du TSIE lors de la réunion de son Comité Exécutif. Ceci a donné lieu à l'adoption d'une déclaration sur la "prévention de réseaux liés au tourisme sexuel" lors de l'Assemblée Générale de l'OMT en 1995.</p> <p>Ceci a donné lieu à la constitution d'une Task Force intitulée "Child Prostitution and Tourism Watch Task Force" étroitement liée à la campagne internationale d'ECPAT. D'autre part, l'OMT a apporté une aide précieuse à ECPAT pour l'organisation du Congrès de Stockholm en 1996.</p>
<p>POLITIQUE VIS-A-VIS DU TOURISME SEXUEL IMPLIQUANT DES ENFANTS</p> <p>Bien que relativement peu d'entreprises touristiques organisent ouvertement des sex tours, l'OMT a décidé de prendre les devants pour trouver une solution à ce problème.</p> <p>En matière de TSIE, l'OMT s'est fixée les objectifs suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Augmenter le niveau de sensibilisation du public - Coordonner les actions entre les secteurs public et privé du tourisme - Rassembler des informations sur le TSIE - Assurer le suivi d'une campagne mondiale <p>L'OMT estime que "l'autorégulation est l'arme la plus puissante à la disposition de l'industrie du tourisme pour compléter les lois en vigueur."</p> <p>L'engagement de l'OMT pour la protection des enfants contre l'exploitation sexuelle dans le tourisme s'insère dans les</p>

activités de toutes les organisations inter-gouvernementales concernées par cette problématique telles que l'OIT, Interpol, UNAIDS, l'UNESCO, l'UNICEF et l'OMS.

ACTIONS MISES EN OEUVRE POUR LUTTER CONTRE LE TSIE

Engagements écrits

- Déclaration de l'OMT "Prevention of Organised Sex Tourism" voté par la 11^e Assemblée Générale de l'OMT en 1995.
- La Charte Brasilia qui condamne le tourisme sexuel et proposant de lutter contre ce phénomène
- Adoption du "Global Code of Ethics for Tourism"

Constitution d'un groupe de travail ouvert dit "Tourism and Child Prostitution Watch Task Force"

Réunions et conférences sur le problème : Réunions consultatives de la Task Force tous les 6 mois lors des salons du Tourisme à Berlin (ITB) et à Londres (WTM)

La Task Force mène une campagne internationale qui a pour but d'assurer les fonctions suivantes :

- Suivi de la lutte contre l'ESEC en lien avec le tourisme
- Promotion de l'autorégulation au sein de l'industrie du tourisme
- Encouragement et promotion d'actions modèles type 'Good Practices'
- Collecte d'informations
- Diffusion d'informations aux professionnels du tourisme dans le monde entier.

ECPAT participe aux activités de la Task Force en rendant compte de ses activités contre l'ESEC

Création d'un comité de pilotage pour lequel ECPAT International a obtenu un siège permanent en tant que représentant des ONGs. Les tâches imparties au comité sont :

- Définition d'un programme d'actions pour la Task Force
- Elaboration d'une stratégie de communication
- Assistance et soutien aux membres de la Task Force
- Identification des besoins en recherche

RESSOURCES POUR LA CAMPAGNE INTERNATIONALE

Service de communication Internet de l'OMT

Code de conduite pour les tour operator et les agents de voyages

Vidéos de bord et autres supports audio-visuels

Travail en réseau par le biais des organismes et offices du tourisme

Coordination des activités par le Secrétariat de l'OMT

Réunions consultatives tous les 6 mois coïncidant avec les salons du tourisme

Observations

- L'OMT identifie des personnes ou organismes-ressources (Focal Points) au niveau international
- Elle mène des enquêtes auprès des offices nationales du tourisme et rassemble des informations sur leur rôle, les numéros verts en place et les lois en vigueur
- Elle encourage les organisations du tourisme à mener des actions contre le TSIE et à informer leurs membres dans le monde entier
- Elle a créé et met à jour régulièrement une page Web consacré au TSIE sur son site Internet.

3.4. Actions de recherche

TABLEAU 13. ACTIONS DE RECHERCHE CONTRE L'EXPLOITATION SEXUELLE ET COMMERCIALE DES ENFANTS

Pays	Public visé	Moyens utilisés	Résultats et indicateurs	Entité Responsable
ASIE ET AMERIQUE LATINE	Etude des profils psychologiques des touristes sexuels	1996: Etudes sociologiques 2000 : mise à jour	Etudes de cas de 7 pays "Child prostitution and sex tourism in Costa Rica, Cuba, Dominican Rep, India/Goa, Thaïlande/ Pattaya, South Africa and Venezuela"	Dr. J. O'Connell Davidson et J. Sanchez Taylor: Sociology Dept, University of Leicester, UK, 1996 ECPAT UNICEF
Irlande	Etude sur le TSIE, les lois et l'industrie du tourisme	2000: Questionnaire et enquêtes auprès des gérants hôteliers	<i>Stolen Childhood: A Study of Child Sex Tourism, the Relevant Legislation and the Responsibility of the Tourism Industry</i> report	Rosaleen O'Donnell, Dublin Institute of Technology
	Police, administration et cadres dans les ONGs	Sept 2000: Séminaire à Cork "A European Perspective on Child Sex Tourism and Child Trafficking"	N/c	Department of Applied Psychology, University College, Cork,
Mexique	Victimes mineures et criminels	1998: Etude sur l'ESEC, sondage, interviews et ateliers de travail	<i>La explotación sexual comercial de niños y niñas en América Latina y el Caribe. El caso de México</i> , 1998 avec un volet sur le TSIE	Consultant Norma E.N. Aguayo et Inter-American Institute for Children, Organisation des Etats Américains
Russie	Etude sur les enfants prostitués	2000: Etude sociologique du TSIE et son impact, interviews, questionnaires dans le nord-ouest de la Russie	Publication du rapport <i>Child Prostitution and Involvement of Foreigners in Northwest Russia</i>	Institut de Sociologie, Académie des Sciences de St. Petersbourg (Dept. Gestion Social et Comportements Asociaux) Office d'information du Conseil Nordique à St. Petersbourg

Observations

- Plusieurs études ont été menées sur les profils socio-psychologiques des enfants victimes et des criminels
- Certaines études font état de la prostitution des enfants et du tourisme (Mexique) et la plupart sont nationales
- Ces études sont souvent réalisées par des universitaires
- Le TSIE est souvent étudié dans le cadre plus vaste du tourisme sexuel en général ou de l'exploitation sexuelle des enfants
- A notre connaissance, il n'y a pas d'études qui cible spécifiquement l'ESEC dans le tourisme au plan régional ou international.

4. PRESENTATION D' ACTIONS MODELES DITES 'GOOD PRACTICES' CONTRE LE TSIE

Cette partie présente des actions pouvant servir de modèles, les actions menées en coopération entre plusieurs partenaires et un inventaire de lois permettant de lutter contre le TSIE.

4.1. Identification de 'Good Practices' parmi les différentes initiatives en lien avec le tourisme

Dans la partie précédente, nous avons présenté plusieurs actions entreprises par l'industrie du tourisme, les groupes nationaux et des tiers. Nous en avons retenu certaines pour leur originalité et leur exemplarité.

Avant de les présenter, il est important de dresser une liste de critères pour aider à identifier une action modèle :

- Rapport coût/qualité
- Pérennité de l'action
- Capacité à atteindre la cible
- Impact sur les comportements, le niveau de sensibilisation et capacité à susciter de nouvelles actions
- Rétention de l'objet du message par la cible
- Qualité des partenaires et responsabilités
- Possibilité d'évaluer l'efficacité de l'action

Les actions suivantes ont retenu notre attention :

- Vidéo de bord (bonne couverture, facilité de reproduction, impact médiatique élevé)
- Code de conduite (combine plusieurs types d'actions, incite les professionnels à entreprendre leurs propres actions, évaluation intégrée au système)
- Encart publicitaire sur les relevés de compte American Express (idée innovatrice)
- La formation « Child Wise Tourism »
- La brochure produite au Népal « The Child and the Tourist »
- Les actions globales de PEACE/ECPAT Sri Lanka et Paniamor/ECPAT Costa Rica
- La campagne de l'Office nationale du tourisme au Brésil
- L'étude qualitative sur l'impact de la campagne nationale commanditée par ECPAT France
- Les enquêtes auprès des professionnels réalisées par l'UE sur les salons du tourisme
- Le programme de formation professionnelle de l'IH&RA
- Le site Web de Casa Alianza sur le suivi de l'application des lois contre le TSIE/ESEC
- La loi italienne qui impose la parution d'un encart d'information sur la loi extra-territoriale dans les catalogues des tour operator

Les actions sus-mentionnées sont susceptibles d'être améliorées et peuvent stimuler de nouvelles actions.

4.2. Identification de projets communs

Peu d'actions transnationales sont mises en oeuvre. Quelques-unes sont présentées ci-dessous; pour plus de détails se référer aux tableaux.

Asie

- **Le programme “Child Wise Tourism”**

ECPAT Australie organise des séminaires de sensibilisation du personnel touristique en Asie : Cambodge, Indonésie, Philippines et Thaïlande

- **Coopération policière**

Australie/Iles Fiji : Assistance et coopération dans la collecte de preuves

Australie/Thaïlande : Formation spécifique pour les enquêtes de police en matière de délits sexuels
GB/Philippines, Sri Lanka et Thaïlande : Formation et assistance pour identifier et neutraliser la prostitution des enfants et la pornographie infantile.

Europe

- **Code de conduite**

ECPAT Suède, en coopération avec Respect Autriche, ECPAT Allemagne, Hollande, Italie et Royaume-Uni mettent en place le Code de Conduite dans six destinations pilotes en Asie et en Amérique Latine avec le soutien de partenaires locaux

- **Etudes de cas sur la mise en application des lois**

ECPAT Europe - *Extraterritorial Legislation as a Tool to Combat the Sexual Exploitation of Children*

- **Programme de recherche sur le trafic des enfants à des fins sexuelles et commerciales en Europe de l'Est**

ECPAT Europe et DCI Pays-Bas

- **Développement d'un réseau pour des activités de suivi, d'analyse et de lutte contre le trafic des femmes et des enfants (programme UE)**

Ce programme rassemble les pouvoirs publics de l'Estonie, de la Finlande, de l'Allemagne, de la Russie et de la Suède et concerne la coordination des polices, des postes-frontières et des services de santé et d'affaires sociales.

- **Actions européennes de réalisation des étiquettes-bagages et d'un dossier pédagogique**

Travail et rapport communs sur les actions menées en Allemagne, Belgique, France et Pays-Bas.

Amériques

- **Programme de recherche en Amérique centrale sur le trafic d'enfants**

Casa Alianza et ECPAT International travaillent en coopération avec le représentant régional

Observations

La coopération prend diverses formes selon les partenaires, les régions et les types d'actions :

- Il peut y avoir une coopération entre plusieurs groupes ECPAT ; entre des groupes ECPAT et l'industrie du tourisme ; entre la police et d'autres administrations
- La coopération peut concerner plusieurs organismes issus d'une même région ou un transfert de connaissances Nord-Sud
- Les actions sont variées : d'études menées en commun à la mise en place et au suivi du Code de conduite, voire la mise en place de réseau

- L'Asie-Pacifique et l'Europe sont les deux régions qui semblent coopérer le plus en matière de TSIE
- Le Code de conduite lie les groupes des pays émetteurs à la République Dominicaine dans un premier temps puis à d'autres continents au fur et à mesure de la mise en oeuvre de l'action
- En Amérique centrale et en Europe de l'Est, la coopération s'organise en matière de trafic d'êtres humains.

5. LES LOIS EN VIGUEUR CONTRE L'EXPLOITATION SEXUELLE DES ENFANTS

EN LIEN AVEC LE TOURISME

5.1. Initiatives nationales contre le TSIE

Le tableau suivant fait une brève présentation de lois applicables en matière de TSIE. Une particularité est à noter : les lois extra-territoriales qui permettent de poursuivre un criminel soit dans le pays du délit soit dans son pays d'origine (voir aussi la carte des pays ayant adopté des lois extra-territoriales, section suivante).

TABLEAU 14. LOIS NATIONALES EN VIGUEUR

PAYS*	Loi extra-territoriale	Autres lois/initiatives légales applicables en matière de TSIE
Afrique		
Afrique du Sud	En débat	Révocation de la licence professionnelle d'un organisateur de voyages à caractère sexuel, en Afrique du Sud ou ailleurs ; déportation à la sortie de prison et retrait du passeport pour tout sud-africain condamné pour délit/crime sexuel à l'étranger
Algérie	Oui (1982)	Interdiction de promouvoir ou d'organiser des voyages à but sexuel (sex tours) La législation extra-territoriale s'applique spécifiquement aux abus sexuels sur mineurs
Ethiopie	Oui	La législation extra-territoriale s'applique spécifiquement aux abus sexuels sur mineurs
Kenya	Non	La loi vise toute personne qui, directement ou indirectement, au Kenya ou ailleurs, prostitue une jeune femme de moins de 21 ans, pour des 'relations charnelles illégales' avec ou sans rémunération, ou qui l'entraîne dans une maison close..
Maroc	Oui	La législation extra-territoriale s'applique spécifiquement aux abus sexuels sur mineurs
Amériques		
Argentine	Projet de loi à l'étude	Obligation légale d'inclure dans les catalogues des tour operator une mise en garde concernant les lois extra-territoriales 'anti-TSIE' et les peines encourues
Brésil	Non	Interdiction d'utiliser les chambres d'hôtels à des fins d'ESEC (1996) Loi municipale n° 82 à Recife interdisant les mineurs dans les chambres d'hôtel sans autorisation parentale. Un projet de loi vise des peines contre des chauffeurs de taxi qui transportent des mineurs sans autorisation parentale.
Canada	Oui →	
Colombie	Non	L'implication directe ou indirecte dans la prostitution d'un mineur 'sera considérée comme une violation' qui expose le prestataire de services touristiques à 'des sanctions administratives...sans préjudice aux sanctions pénales' en vertu de l'art. 72, loi n° 300 de 1996
Mexique	Oui	La législation extra-territoriale stipule son application aux lois contre l'abus des enfants
USA	Oui (1994) →	

PAYS*	Loi extra-territoriale	Autres lois/initiatives légales applicables en matière de TSIE
Asie – Pacifique		
Australie	Oui →	'Toute activité sexuelle avec un enfant âgé de moins de 16 ans...à l'étranger...par un citoyen ou un résident australien est un crime en Australie ; encourager, tirer profit ou avantage de toute activité liée à la promotion d'une activité sexuelle avec un enfant est un crime'
Cambodge	Non	Mu Sochua, Ministre de la femme, veut constituer une base de données sur les touristes suspectés d'abus sexuels sur enfants, mise à la disposition dans les ambassades et dans les postes frontières afin de leur refuser l'accès au territoire ou le renouvellement du visa
Chine	Oui	La loi extra-territoriale s'applique à tout crime sérieux, y compris ceux contre les enfants
Japon	Oui	
RP Laos	Oui	La loi extra-territoriale s'applique à tout crime sérieux, y compris ceux contre les enfants
Népal	Non	Projet de loi pour faciliter la déportation d'auteurs de crime sexuel de nationalité étrangère
N/elle Zélande	Oui	
Philippines	Non	Faire mentionner 'déporté pour perversion sexuelle' sur le passeport de tout abuseur d'enfant ; le Secrétariat du tourisme envisage de sanctionner tout "établissement d'hébergement" pour avoir seulement permis « la présence dans les lieux » de toute personne pour laquelle « il y a lieu de croire » qu'elle se prostitue, ou abuse sexuellement d'enfants ou est de moralité douteuse
Taiwan	Oui	Toute personne qui passe une annonce 'indécente' proposant des services sexuels risque jusqu'à 5 années de prison et/ou une amende de TWD 1 million (USD 31.000) ; celui qui publie une telle annonce risque une amende de TWD 600.000 (USD 19.000) Les professionnels du tourisme doivent signaler toute information concernant la prostitution d'un mineur de moins de 18 ans portée à leur connaissance
Thaïlande	Oui	La loi extra-territoriale s'applique à tout crime sérieux, y compris ceux contre les enfants
Europe de l'Ouest		
Allemagne	Oui	
Autriche	Oui	
Belgique	Oui	
Chypre	Oui	La loi extra-territoriale s'applique à tout crime sérieux, y compris ceux contre les enfants
Danemark	Oui	
Espagne	Oui	
Finlande	Oui	
France	Oui	
Irlande	Oui →	
Islande	Oui	
Italie	Oui	Mention obligatoire de la loi extra-territoriale dans les catalogues des tour operator
Luxembourg	Oui	La législation extra-territoriale s'applique spécifiquement aux abus sexuels sur mineurs
Norvège	Oui	
Pays-Bas	Oui	
Portugal	Oui	La législation extra-territoriale s'applique spécifiquement aux abus sexuels sur mineurs
Royaume Uni	Oui →	Fichier informatique des personnes condamnées pour crimes sexuels sur enfants
Slovénie	Oui	La loi extra-territoriale s'applique à tout crime sérieux, y compris ceux contre les enfants
Suède	Oui	
Suisse	Oui	

*Les pays qui disposent de plans nationaux d'action de lutte contre l'ESEC, mais qui ne comporte pas de volet spécifique sur le TSIE, et qui sont de ce fait exclus du tableau sont : Angola, Chili, Costa Rica, République Dominicaine, Inde, Israël, Lettonie, Lituanie, Ile Maurice, Pakistan, Togo et Vietnam.

→ Lois spécifiques interdisant d'effectuer un voyage dans le but d'avoir des rapports sexuels avec des enfants et prévoient des peines contre le criminel même dans son pays d'origine

Observations

- Les principaux pays émetteurs (Canada, USA, Europe de l'Ouest, Australie) ont adopté des lois extra-territoriales, ce qui est aussi le cas de la Chine et d'autres pays potentiellement émetteurs
- 32 pays disposent de lois extra-territoriales
- De plus, 12 pays ont adopté des mesures supplémentaires contre le TSIE en sus de leur législation extra-territoriale
- Lesdites lois concernent la révocation des licences professionnelles des agences de voyages qui organisent des sex tours en Colombie et en Afrique du Sud, l'interdiction de promouvoir de telles activités, l'obligation légale de faire paraître des informations concernant la législation extra-territoriale dans les catalogues des tour operator en Italie (en cours d'adoption en Argentine), l'interdiction de visites de mineurs dans les chambres au Brésil, l'obligation imposée aux professionnels du tourisme de dénoncer à la police toute activité d'ESEC dont ils peuvent avoir connaissances, la constitution de fichiers informatisés sur les criminels sexuels au Royaume-Uni et au Cambodge la proposition de création d'un fichier sur les étrangers suspectés d'activité sexuelle avec des enfants afin de leur interdire l'accès au territoire ou de leur refuser une prolongation de visa
- Ces lois obligent l'industrie du tourisme à informer leurs clients et à dénoncer de telles activités à la police, sous peine de fermeture définitive
- Il est important de faire connaître les lois en vigueur contre le TSIE

CONCLUSION

ECPAT International a commandité une étude afin de définir une stratégie internationale de lutte contre le tourisme sexuel impliquant les enfants. Réalisée d'août à décembre 2000, l'étude a permis de dresser un bilan des actions mises en oeuvre pour lutter contre le TSIE dans le monde. Elle met en évidence le rôle des partenaires impliqués (l'industrie du tourisme, les groupes ECPAT, les gouvernements, les ONGs). Elle a identifié des actions efficaces, des actions pouvant servir de modèle et de stimulant pour d'autres initiatives ainsi que la législation en vigueur pour protéger les enfants. L'analyse globale et les rapports par pays montrent que des organisations motivées et dynamiques entreprennent déjà de nombreuses actions. Cependant, beaucoup reste à faire sur le plan de la prévention et de la formation, sachant qu'il est important d'agir simultanément sur les touristes sexuels, les victimes, les proxénètes, les causes et les effets ainsi que les réseaux de promotion et de mise à disposition de services sexuels aux touristes.

Ce rapport ne présente que les campagnes de lutte contre le TSIE et les lois en vigueur. Pour des raisons de confidentialité, les informations concernant les touristes et les enfants victimes collectées durant l'étude n'ont pas été diffusées. Par ailleurs, les données recueillies ne restent que des approximations du phénomène tant que des méthodologies plus fiables n'auront pas été mises au point. Les résultats présentés dans ce rapport sont le fruit de cette enquête. Ils sont donc approximatifs n'apparaissent que les pays sur lesquels nous sommes parvenus à collecter des informations. A défaut de plus de précisions, ce rapport donne une idée globale de la lutte contre le TSIE dans le monde et présente les résultats préliminaires. Il pourra être mis à jour au fur et à mesure que de nouvelles actions seront entreprises.

Ce rapport aura permis de montrer l'engagement et les progrès réalisés par les principaux partenaires dans la lutte contre le TSIE. Il devrait être un encouragement pour la mise en oeuvre de nouveaux programmes et l'adoption de nouvelles lois. Il met également en valeur le fossé entre les résolutions adoptées et la mise en application concrète d'actions, ce qui a permis d'identifier les besoins pour formuler une stratégie internationale en matière de TSIE pour ECPAT. Nous espérons que ce travail aidera à promouvoir le développement d'un tourisme plus responsable et contribuera à sensibiliser chacun pour assurer la protection des enfants dans le monde.

Hervé Barioulet
Sendrine Fabié

DEFINITIONS

Afin d'éviter toute confusion, vous trouverez ci-après les définitions des termes utilisés dans cette enquête.

- **Un enfant** est 'une personne de moins de 18 ans' art. 1 de la Convention Internationale relative aux Droits de l'enfant de 1989.
- **Un touriste** est "toute personne qui voyage hors de son pays de résidence habituelle pour une durée inférieure à un an et dont l'objet principal de la visite est autre que l'exercice d'une activité rémunérée dans le pays visité." *Recommandations pour les statistiques du tourisme*, OMT/NU 1993.
- **Un touriste sexuel occasionnel** est tout homme ou toute femme qui, lors de son passage ou de son séjour dans un pays autre que son environnement habituel, a des rapports sexuels avec un ou plusieurs enfants.
- **Un exploitateur** 'est toute personne qui facilite l'exploitation sexuelle d'un enfant. Ceci inclue le client, le proxénète, le propriétaire d'une maison close, un chauffeur de taxi.' ECPAT Europe
- **Le tourisme sexuel** est 'un tourisme qui a pour but principal la réalisation de rapports sexuels dans un but commercial.' Ron O'Grady, 1994, "*The rape of the innocent*", p.44.
- **L'exploitation sexuelle** est 'l'utilisation d'un enfant à des fins de prostitution ou à son exploitation par d'autres activités sexuelles.' ECPAT Europe
- **Le trafic** est 'toute action qui facilite l'accès, le transit, le séjour et la sortie d'un territoire national quelconque, avec ou sans contrainte et déception.' ECPAT Europe

Notes

Bien que non mentionné dans ce rapport, le terme anglais utilisé pour désigner le TSIE est 'Child Sex Tourism', terme très contesté. Intervenant à la réunion de la Task Force à Londres le 13 novembre 2000, la Présidente Honoraire de la FUAHV, Madame Jacqueline de Rey a souligné le 'malaise' que ce terme suscite au sein de l'industrie du tourisme et des voyages. Elle a proposé qu'il soit remplacé par « tourisme et abus d'enfants ». Elle souhaitait également que l'on parle de « voyages et tourisme » au lieu de se limiter à la notion de « tourisme » lorsque l'on parle de l'ESEC. D'ailleurs, certains experts parlent de « prostitution des enfants liée au tourisme ». ECPAT International devra trouver un consensus avec l'industrie du tourisme sur une terminologie standard.

Conformément à la définition donnée ci-dessus, notre enquête n'a étudié que les touristes internationaux, à l'exclusion de tout tourisme interne.